

Une société sans actionnaires

Thomas Ferretti

En 2029 s'ouvre à Bruxelles, un musée du capitalisme pour maintenir la mémoire de cette période de profondes inégalités, mais qui est révolue. Le monde est désormais passé à un système économique coopératif, compatible avec une économie de marché, ce qui a grandement facilité une transition qui a été très rapide.

Aujourd'hui, 1^{er} mai 2039, à Bruxelles, sera inauguré le nouveau musée du capitalisme. Bien sûr, la transition économique fulgurante qui a eu lieu en Amérique, en Europe et ailleurs dans le monde durant les vingt dernières années nous donne l'impression que le capitalisme est déjà de l'histoire ancienne. Après la chute du « mur Trump » en 2019, qui séparait comme un « rideau de fer » le continent américain en deux, la disparition des entreprises capitalistes et leur remplacement par des coopératives de travailleurs a été très rapide. Si rapide qu'aujourd'hui, les adolescents ont peine à croire leurs professeurs d'Histoire quand ceux-ci leur racontent les injustices du capitalisme.

Le musée du capitalisme a justement pour mission de rafraîchir la mémoire des nouvelles générations pour qu'elles n'oublient jamais ce que le capitalisme a infligé à l'humanité. Il y a encore quelques années, la majorité des richesses de la planète était détenue par une fraction de la population. Les plus riches utilisaient cet argent pour infléchir les politiques en leur faveur et conserver leurs privilèges. Pendant ce temps, des centaines de

millions d'êtres humains étaient privées de liberté substantielle puisqu'ils vivaient dans la pauvreté la plus absolue. Alors même que la capacité productive de l'humanité n'avait jamais été aussi grande, des millions de personnes mouraient en silence de malnutrition que nous pouvions éviter et de maladies que nous pouvions soigner. En plus du chômage, des tensions ethniques et de l'instabilité sécuritaire qui découlaient de ces inégalités, le développement économique frénétique et inutile encouragé par la compétition extrême entre les entreprises capitalistes faisait peser un risque important sur l'environnement et les générations futures.

Le musée compte diverses sections qui ont chacune leur thème. Il ne faut pas manquer la section amusante qui rassemble des objets de plastique parfaitement inutiles et d'aspect plutôt fragile qui se vendaient à des prix souvent déroutants. La section dévoilant les mécanismes autoritaires de contrôle des travailleurs dans certaines entreprises est aussi importante pour réaliser l'ampleur de l'oppression que vivaient de nombreux travailleurs sous ce système.

Mais la section du musée la plus instructive est incontestablement celle consacrée à la comparaison entre l'économie de marché capitaliste et l'économie de marché coopérative, le système qui l'a remplacé et qui est maintenant le nôtre.

Une économie coopérative

Cette section du musée explique d'abord que, si la transition économique a pu être si rapide, c'est que le cœur de la réforme consistait surtout à transformer la propriété des entreprises tout en conservant l'essentiel de l'économie de marché existante. Le premier domino consistait à créer une société sans actionnaires, c'est-à-dire à remplacer les entreprises capitalistes, dont les propriétaires étaient des actionnaires, par des coopératives de travailleurs, au sein desquelles les propriétaires sont les travailleurs eux-mêmes.

En effet, les organisations économiques telles que les entreprises, les compagnies d'assurances ou des groupes de consommateurs avaient et ont encore un effet important sur nos vies. Nous passons une quantité considérable de temps à travailler dans les entreprises et celles-ci distribuent certains des moyens les plus importants pour vivre librement, comme le revenu, le capital et le pouvoir. Elles organisent aussi les horaires de travail et ont un retentissement important sur les familles, le travail domestique et les loisirs. Par conséquent, la propriété des entreprises par des actionnaires était à l'origine d'importantes inégalités socioéconomiques.

Voilà pourquoi aujourd'hui, suivants les conseils d'auteurs visionnaires comme John Stuart Mill, Robert Dhal, Gregory Dow, Virginie Pérotin ou Tom Malle-son, nous vivons dans une économie coopérative au sein de laquelle toutes les entreprises sont des coopératives de travailleurs. Les inégalités de salaires y sont très faibles et les dirigeants élus ne gagnent souvent que six à dix fois le

salaires de l'employé le moins bien payé. Les travailleurs partagent la propriété du capital de l'entreprise. Ils élisent les managers et prennent toutes les décisions ensemble, démocratiquement. Au contraire, sous le système capitaliste, les entreprises étaient très inégalitaires. Joseph Stiglitz soulignait que la gouvernance autoritaire dans les entreprises capitalistes était un facteur expliquant la hausse des inégalités de revenus. Aux États-Unis, les PDG gagnaient souvent des centaines de fois le salaire de leurs travailleurs les moins bien rémunérés. Thomas Piketty, célèbre économiste qui a finalement obtenu le prix Nobel en 2029, soulignait également que les inégalités de capital étaient encore plus importantes. Bien d'autres soulignaient que les entreprises capitalistes créaient de grandes inégalités de pouvoir sur les décisions importantes, telles que la division du travail et les choix d'investissement.

Une économie de marché coopérative

Dans le musée, des écrans interactifs rendent ces enjeux très accessibles, même pour des adolescents. L'un d'eux explique notamment pourquoi un système économique coopératif dans lequel les propriétaires d'une entreprise ne sont pas des actionnaires, mais sont les travailleurs eux-mêmes, est compatible avec une économie de marché bien réglementée. Ce qui a changé est seulement le type d'organisations qui est en compétition sur le marché. Les marchés, s'ils sont bien réglementés, ont des avantages très importants non seulement en termes de liberté, mais aussi en termes d'efficacité économique.

Si les économistes du XX^e siècle n'ont pas souvent insisté sur l'importance de l'État pour réaliser plus de justice économique, ils ont soulevé certains avantages réels d'une économie de marché. Friedrich Hayek a fait valoir que la planification économique centralisée posait problème en raison de l'énorme quantité d'informa-

tions nécessaire pour gérer une économie moderne. Le mécanisme des prix transmet au contraire l'information entre les producteurs et les consommateurs et répartit des ressources de manière décentralisée. Ensuite, Joseph A. Schumpeter argumentait que la planification économique centralisée est moins efficace en raison de l'absence d'incitation à l'innovation. Une concurrence dynamique raisonnable pousse les entreprises à innover et à relocaliser le capital financier et humain vers les activités les plus utiles tout en éliminant les structures inefficaces (c'est la « destruction créatrice »). Enfin, John Maynard Keynes a démontré que le gaspillage de capital financier et humain créé par les cycles économiques peut être atténué par les investissements publics et des politiques de redistribution. De telles politiques sont avant tout des moyens de partager équitablement entre tous les bénéficiaires d'une économie de marché. Mais ce sont aussi des moyens d'assurer l'efficacité du système économique et d'éviter les périodes prolongées de chômage.

Pour faire bref, une économie sans actionnaires donc une économie de marché coopérative, permet de créer une distribution plus égalitaire du revenu, du capital et du pouvoir au sein des entreprises tout en préservant les avantages de la concurrence dynamique sur le marché.

Les avantages des coopératives de travailleurs

Les coopératives de travailleurs créent de faibles écarts de revenu en leur sein. En plus des salaires, les travailleurs sont propriétaires du capital de leur entreprise. Cela leur donne un coussin de sécurité et un capital de départ s'ils veulent se lancer dans d'autres activités, ou contracter un prêt à la banque par exemple. Les coopératives de travailleurs créent aussi moins d'inégalités de pouvoir en leur sein. Puisque les travailleurs sont tous propriétaires de la coopérative et prennent les décisions démocrati-

quement, ils sont en meilleure situation pour négocier leurs conditions de travail. Sans effacer tous les conflits sociaux, on remarque bien qu'ils ont moins besoin de faire la grève puisqu'ils se dirigent eux-mêmes. En effet, dans le système capitaliste, les travailleurs n'avaient d'autre choix, pour faire entendre leur voix, que de bloquer l'économie. Ils devaient faire de coûteuses grèves qui montaient souvent contre eux l'opinion publique.

On le sait, en 2039, après vingt ans de développement coopératif, la plupart des entreprises sont aujourd'hui des groupes de coopératives. La diversification, les réseaux et le partage des profits et des risques entre les coopératives d'un groupe assurent sa stabilité à long terme. En effet, si une coopérative a des difficultés, les autres peuvent la subventionner pendant un certain temps ou relocaliser ses travailleurs vers d'autres coopératives du groupe. Ainsi, les coopératives de travailleurs s'adaptent aux fluctuations du marché ou à l'arrivée de nouvelles technologies en réduisant leurs salaires ou leurs heures de travail, plutôt qu'en licenciant.

Comme Wilkinson et Pickett l'avaient prédit, la réduction des inégalités de revenu et de capital a permis d'atténuer les effets collatéraux des inégalités et de la pauvreté créés par le système capitaliste, comme l'analphabétisme, les problèmes de santé, l'anxiété et la dépression, l'obésité, les grossesses précoces, la mortalité infantile, l'usage de drogue, les taux d'homicides, le manque confiance entre les citoyens et de mobilité sociale. Une distribution plus égalitaire du pouvoir au sein des entreprises et une participation accrue des travailleurs dans les décisions de l'entreprise notamment par l'assemblée générale, ont aussi eu pour effet de stimuler leur participation politique et leurs capacités démocratiques. Les citoyens sont donc souvent plus informés et plus compétents.

Bibliographie

Arnold S. (2012), « The difference principle at work », *The Journal of Political Philosophy*, vol. 20, n° 1.

Arnsperger Chr. et Van Parijs Ph. (2003), *Éthique économique et sociale*, La Découverte.

Dow G. (2003), *Worker-managed firms in theory and practice*, Cambridge University Press.

Ferreras I. (2007), *Critique politique du travail : travailler à l'heure de la société des services*, Presses de Science Po.

Fleurbaey M. (2006), *Capitalisme ou démocratie : l'alternative du XXI^e siècle*, Grasset.

Hayek F. (1944), *The road to self-dominance*, University of Chicago Press.

Hansmann H. (1996), *The ownership of enterprises*, Harvard University Press.

Keynes J. M. [1953] (1964), *The general theory of employment, interest and money*, Harcourt, Inc.

Leonard A. (2010) *The story of stuff*, Free Press.

Malleon T. (2014), *After Occupy : Economic democracy for the XXIst century*, Oxford University Press.

Pérotin V. (2013), « Worker Cooperatives: Good, Sustainable Jobs in the Community », *Journal of entrepreneurial and organizational diversity*, vol. 2, n° 2.

Piketty Th. (2013), *Le capital au XXI^e siècle*, Le Seuil.

Pogge T. (2005), « Real world justice », *The Journal of Ethics*, vol 9, n° 1/2.

Schumpeter J. (1942), *Capitalism, socialism and democracy*, Harper Perennial, Modern Thought.

Stiglitz J. E. (2012), *The price of inequality*, W. W. Norton & Company.

Van Parijs Ph. (1995), *Real freedom for all*, Oxford University Press.

Les coopératives de travailleurs et l'efficacité économique

Les sceptiques pensaient que les coopératives ne seraient pas efficaces. En effet, plusieurs économistes comme Henri Hansmann pensaient que les entreprises capitalistes avaient des couts de transaction moins élevés et avaient d'autres avantages économiques qui expliquaient leur dominance sur le marché, alors que les coopératives de travailleurs avaient des couts de transactions plus élevés. Aujourd'hui, on sait que cette dominance était plutôt le fait de failles du marché.

En effet, les coopératives de travailleurs peuvent être très efficaces. Premièrement, même si un mode de décision démocratique entraîne des couts plus élevés, les coopératives ont trois avantages. Elles peuvent réduire les couts liés à la décision par des mécanismes représentatifs, elles peuvent réduire les couts de supervision parce que les travailleurs décident eux-mêmes des règles de travail et assurent une supervision par les pairs, et enfin les travailleurs sont plus motivés et plus productifs parce qu'ils profitent directement de la santé de leur entreprise.

Deuxièmement, comme les coopératives ont longtemps été de petites entreprises, elles avaient souvent du mal à investir en recherche et développement. Mais aujourd'hui, les coopératives sont souvent constituées en groupes. Elles sont donc capables de créer des centres collectifs de recherche industrielle qui leur permettent de bénéficier d'économies d'échelles et de partager les investissements et les bénéfices de la recherche. Pour aider les coopératives plus isolées, les gouvernements ont aussi financé des centres de recherche publics avec lesquels les petites coopératives peuvent faire des contrats de recherche.

Comment la transition a fonctionné ?

Cela me mène d'ailleurs à vous parler de la section du musée consacrée à la transition. Je ne peux mentionner ici que certaines des politiques publiques les plus importantes, mais un détour par cette section s'impose.

Il a d'abord été important pour les gouvernements de réglementer les coopératives pour garantir leur caractère égalitaire. En effet, dans de nombreux pays, il existait déjà des coopératives de travailleurs, mais certaines avaient dégénéré en entreprises capitalistes, ou étaient restées coopératives, mais avaient perdu leur caractère réellement égalitaire. Pour ce faire, les gouvernements ont subventionné en priorité les coopératives qui créaient peu d'inégalités de revenu et de capital. Ils ont aussi favorisé le développement et l'adoption de plateformes démocratiques en ligne pour faciliter la participation des membres. Si de faibles inégalités de richesses et de pouvoir persistent dans les coopératives de travailleurs, si la délibération n'est pas toujours parfaite, les études montrent que les coopératives de travailleurs bien réglementées créent peu d'inégalités et de meilleures conditions de travail.

Les gouvernements ont aussi aidé les coopératives à rester efficaces. Ils ont créé des subventions et des prêts à long terme pour favoriser l'accès au capital. Ils ont travaillé avec les institutions financières coopératives pour développer des outils financiers adaptés aux coopératives. Ils ont aussi favorisé les coopératives de travailleurs dans l'attribution des contrats publics et ont encouragé les individus à être responsables et à prêter aux coopératives. De plus, les gouvernements ont aidé les coopératives à investir en innovation.

Mais surtout, les gouvernements ont graduellement avantagé les coopératives et pénalisé les entreprises capitalistes. Ils ont graduellement augmenté les

Wilkinson R. et Pickett K. (2010), *The spirit level: Why equality is better for everyone*, Penguin Books.

Whyte W. F. et Whyte K.K. (1991), *Making Mondragon* (2^e éd.), Cornell University Press.

OECD (2011), « Divided we stand: why inequality keeps rising », <http://bit.ly/2alC7IK>.

OECD (2013-2014), « Recent OECD work on climate change », <http://bit.ly/2b55pEN>.

United Nations (2013), « Inequality matters: Report of the world social situation 2013 », <http://bit.ly/1HWwMI>.

taxes sur les entreprises capitalistes qui faisaient de la concurrence déloyale aux coopératives en externalisant certains coûts sociaux (en licenciant, en offrant des conditions de travail indécentes et en polluant par exemple). Ce n'est que récemment que le modèle coopératif est devenu obligatoire pour presque toutes les entreprises, à l'exception de certaines organisations religieuses et des plus petites entreprises comme les entreprises familiales, qui créent peu d'inégalités.

Le musée explique aussi comment le mouvement coopératif est devenu mondial. L'OIT et l'OMC (l'Organisation mondiale de la coopération) ont d'ailleurs joué un rôle très important pour éviter le dumping fiscal et social et pour soutenir les pays en développement dans leur transition coopérative. S'il reste des endroits dans le monde où la transition n'est pas encore achevée et où la pauvreté existe encore, tous les indicateurs montrent que la transition est là pour rester et que ces problèmes vont graduellement disparaître.

Rendez-vous au musée du capitalisme. Il est à Bruxelles à l'ancien square des milliardaires près du bois de La Cambre, et est ouvert du mardi au samedi, de 10 heures à 18 heures. Entrée gratuite !